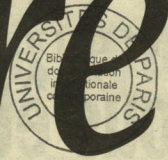


le monde libertaire

Hebdomadaire de la FÉDÉRATION ANARCHISTE
adhérente à l'Internationale des Fédérations anarchistes
14 au 20 décembre 2000



10 FF
1,52 €

Bilan de l'année 2000

Les meilleures blagues de la gauche plurielle

L'ANNÉE 2000 VA SE TERMINER sur un constat en clair-obscur, pour ne pas dire un constat d'échec. De quoi pouvons-nous nous réjouir à part de croire qu'on pourrait rigoler en allant à la messe de minuit! Liste à la Prévert, énumération à la Georges Perec ou compte à rebours?

constater qu'en France une femme sur dix est victime de la violence des hommes.

Nous satisferons-nous de tortionnaires patentés de la guerre d'Algérie battant leur coule sur les « erreurs du passé » devant le constat du regain de la violence d'État en Israël face aux Palestiniens? Et des états d'âmes « a pos-

de faire croire qu'on prend le taureau de la dégradation de l'enseignement par les cornes, alors qu'il ne s'agit que d'un rideau de fumée destiné à faire penser que cela suffira à endiguer violence et désaffection.

Un rire jaune

Ricanons plutôt en imaginant que le fameux principe de précaution qui prévaut désormais à l'interdiction des farines animales entrainera à terme la prolifération des OGM! Et que de surcroît, si le gouvernement s'empresse, dans le désordre, de légiférer, c'est uniquement poussé aux fesses par l'inquiétude des procès à venir...

Pouffons de rire en entendant d'une oreille les résultats du sommet de La Haye et de l'autre les errances « libéralo-libertaire-new-age » de Cohn-Bendit, quand on apprend par ailleurs que les experts renoncent à faire des simulations sur ce que sera le climat de notre planète à la fin du siècle si rien n'est fait pour limiter la teneur en gaz carbonique de l'atmosphère...

Joyeuse plaisanterie aussi de lire les blagues des Verts sur l'enfouissement des déchets nucléaires qui font la concurrence aux nitrates dans notre sympathique arrière-pays breton...

Rions de voir, hier jeté -e-s à nos frontières, demain trié-e-s sur le volet, ces émigré-e-s qui restent une marchandise et un outil pour nos retraites, avec quotas à l'appui, qui nous permettrons de choisir le « gratin » et bien sûr, pourquoi pas, de leur donner la nationalité avec la satisfaction du devoir d'humanisme accompli.

Des lendemains désenchantés

Notre société tolère l'intolérable et verse des larmes de crocodile sur les images les plus télévisuelles de la misère humaine. Qu'il est triste de voir un continent, l'Afrique, se vider de ses habitants, tués par le sida, mais n'imaginons surtout pas un instant que l'on puisse distribuer gratuitement les médicaments qui font défaut... On a d'autres choses à faire comme par exemple réparer des hélices de porte-avions.

Régulièrement, on entend inquitudes, lamentations et protestations. Que ce soit à propos de la « dérive » du politique (les naifs!), que ce soit à propos de l'environnement, que ce soit sur le rétrécissement des libertés individuelles,

Souvent d'accord pour dire: « Cela ne peut plus durer, il faut faire quelque chose! » Et puis le constat est là, impitoyable, qui ne propose que résignation et absence d'imagination en un futur débarrassé de ses oripeaux comptables et consuméristes.

Comment demain, pouvoir rire et espérer?

D'abord il faut impérativement que la contestation qui voit partout le jour ne s'essouffle pas. Pour cela, il est indispensable que tous ceux/celles qui affirment leurs désaccords de manière plus ou moins radicale trouvent les moyens d'accorder leurs violons (devant l'ur-

gence pouvons-nous renchigner à des alliances, bien sûr clairement établies, qu'avons-nous à perdre d'ailleurs?).

Mais surtout la mise en réseau du mouvement libertaire est le défi de la décennie qui vient. La réussite ou l'échec de cette mise en réseau marquera probablement l'avancée de notre vision d'une société égalitaire ou son échec, peut-être définitif.

En effet, la société capitaliste en est arrivée à un stade d'expansion et de développement tel, que s'il n'est pas rapidement infléchi, brisé, nous verrons nos derniers espaces de liberté définitivement emportés.

Bruno. - groupe René Lochu
(Vannes)



Peut-on se réjouir de la mobilisation de ces derniers jours à Nice, ou avant, à Prague, face à l'inéductibilité du rouleau compresseur de la globalisation? De l'amélioration des chiffres du chômage face à l'augmentation du nombre des travailleurs pauvres...

Est-on en droit de croire à l'émancipation des femmes quand on constate les difficultés à faire passer dans la loi l'allongement de la durée possible de l'IVG? De la soi-disant tolérance vis-à-vis des pascés de tous poils, mais de

teriori » des chrétiens repentant d'avoir cautionné la torture, après avoir regretté l'inquisition (tristes crapules vaticanesques).

Pouvons-nous croire un instant que la « mobilisation citoyenne » du début de l'année contre la marée noire aura modifié le cours des choses en regardant dans nos téléviseurs, couler en direct le « Levoli Sun »? Avoir une foi de charbonnier dans la puissance régulatrice d'un État bienveillant quand on sait par ailleurs que le ministre des transports freine le plus possible l'avancée des mesures sur la sécurité maritime au Conseil de l'Europe?

Imaginons-nous, ne serait-ce que cinq minutes, que les vellétés de Lang à sponsoriser des « expériences alternatives » au niveau des collèges ne sont pas autre chose qu'une tentative hypocrite

Violence d'Etat à Nice pages 3 et 8

EDITORIAL

Le Téléthon 2000 a atteint les 500 millions de francs. Des milliers de personnes s'activent, courent, sautent, plongent, rivalisent d'adresse et d'ingéniosité pour réaliser des exploits propres à inciter le spectateur à donner son obole. Pourtant nous ne pouvons nous empêcher de penser que se mobiliser et faire la quête dans la rue n'est pas le meilleur moyen d'impulser la recherche médicale.

Les finances publiques ne sont pas indigentes. Pour preuve, la seule affaire des marchés publics d'Ile-de-France met en jeu plus de 600 millions de francs. C'est plutôt de volonté politique que nous manquons.

Notre générosité serait mieux utilisée si nous décidions collectivement de faire de l'entraide une priorité sociale. Par millions nous pourrions descendre dans la rue pour exiger d'allouer les budgets et les moyens humains nécessaires à une politique de santé rationnelle qui ne doive rien à l'aléatoire et à l'humiliation de la charité chrétienne. Et s'il faut faire des choix économiques pas de problème, les idées ne manquent pas.

Nous commencerions par supprimer les crédits militaires et ceux qui pensent indispensable le déjà vieux rafiot Charles-de-Gaulle n'aurait rien qu'à faire la quête dans la rue pour se payer une nouvelle hélice. Cela nous donnerait peut-être une meilleure idée de la popularité des armées.

Démagogie nous répondrons sans doute les élites politiciennes : la nation doit être défendue et les multiples journées caritatives qui se succèdent au fil de l'année donnent du sens et un projet commun à chacun d'entre nous. Ben voyons!

Un choix de société sous-tend les événements comme le Téléthon ou la journée des aveugles. La manière dont est assumée l'indispensable solidarité sociale relève d'une conception des rapports entre les êtres humains. Une réelle égalité de traitement entre individus se doit d'être intégré dans l'organisation et la finalité même de la collectivité publique et ne pas dépendre du bon vouloir et du sentimentalisme des uns ou des autres.

C'est aussi pour cela que nous sommes anarchistes.

ISSN 0026-9433 - N° 1225

M 2137 - 1225 - 10,00 F



FPP 2520

interview du collectif Souriez, vous êtes filmés

ML: Comment est né le collectif « Souriez-vous êtes filmés » et quelles étaient vos motivations?

Jean-Marie: En 1995, un certain nombre d'individus essentiellement issus des milieux artistiques parisiens ont eu envie de réagir à la paranoïa ambiante liée à la surveillance vidéo. Le collectif s'est somme toute constitué pour faire face à l'urgence de façon assez spontanée. Depuis cette date, les caméras de contrôle vidéo ont connu un essor exponentiel. La lecture d'auteurs comme Orwell et d'autres, nous avait sensibilisé à la question.

ML: Qui filme? Qui filme quoi? Qui filme où?

Jean-Marie: Il y a beaucoup de gens qui ont intérêt à filmer (des marchands aux centres de pouvoir). La raison mise en avant pour justifier ce contrôle est toujours la sécurité des personnes. En fait, il s'agit d'une opération de contrôle de l'espace, et de centralisation de l'information. A l'origine, la vidéo-surveillance touchait les périphériques, certaines grandes artères parisiennes et les gares.

Jean-Pierre: De plus en plus, l'espace privé est concerné: grands magasins, entreprises, petites boutiques. Le système de la surveillance vidéo, initialement réservé à l'usage du pouvoir central, s'est étendu aux grosses structures commerciales puis aux petits commerçants du coin, jusqu'à atteindre le particulier qui pourra de chez lui surveiller son environnement et son voisinage (la coveillance). Ce système de contrôle social n'est viable qu'à la condition d'être accepté par la majorité de la population. C'est le mythe du droit à la sécurité qui fait passer la pilule de pratiques liberticides.

ML: L'intrusion de la vidéo-surveillance dans la sphère de l'entreprise a-t-elle mobilisé les syndicats?

Jean-Pierre: Tous les syndicats se sont intéressés à la question, et ont marqué leur hostilité à la vidéo-surveillance. Le problème, c'est que le sujet n'est pas jugé prioritaire par

rapport à l'actualité sociale de la boîte ou de la branche. Bien souvent, la question est confiée à un juriste du syndicat. Quelques plaintes ont été déposées à titre individuel suite à l'installation de systèmes de surveillance dans des entreprises parisiennes ou du Morbihan. Cette faible mobilisation syndicale semble logique dans la mesure où les caméras installées dans les villes n'ont pas été, à quelques exceptions près, jugées prioritaires par le mouvement social. On note quand même qu'un certain nombre d'organisations et de syndicats se sont emparés de la question, avec notamment, l'année dernière des occupations du siège d'I.B.M. en réaction à la surveillance des salariés, de la C.N.I.L. (Commission nationale informatique et liberté) au sujet du développement des fichiers, du P.C. vidéo-surveillance de Levallois-Perret par rapport au caméras dans les rues. Ces actions ont été portées par des militants de Droits Devant, le D.A.L., A.C.I., le S.C.A.L.P., la FA., la C.N.T., S.U.D....

ML: Peut-on préciser la notion de coveillance?

Jean-Pierre: La coveillance, c'est l'aboutissement de la vidéo-surveillance. Elle consiste pour le particulier à surveiller par un écran télé les parties communes de son immeuble, son voisinage.... Déjà plus de deux mille appartements sont équipés de système de coveillance. Par exemple, le représentant de l'office H.L.M. du Havre vante les vertus de la coveillance, emballée dans un package de l'immeuble intelligent et de services domestiques (pizzas à domicile, pages d'entrée...). Ce qui fait que bien souvent l'acceptation de cette surveillance vidéo des locataires est masquée sous les services annexes. L'acceptation du contrôle se fait au nom du confort. Les progrès technologiques aidant, la surveillance vidéo est devenu l'objet d'un formidable marché qui s'adresse désormais à n'importe quelle P.M.E. ou particulier. Mais au-delà de l'adhésion au système, elle sous-tend un

modèle culturel qui induit, au nom du droit à la sécurité, que l'on n'a rien à cacher. C'est d'ailleurs bien souvent l'argument qui nous est opposé sur les marchés: on n'est pas contre la surveillance vidéo car on n'a rien à se reprocher. Bref, une société qui au nom de cette idéologie de la transparence accepte d'être contrôlée.

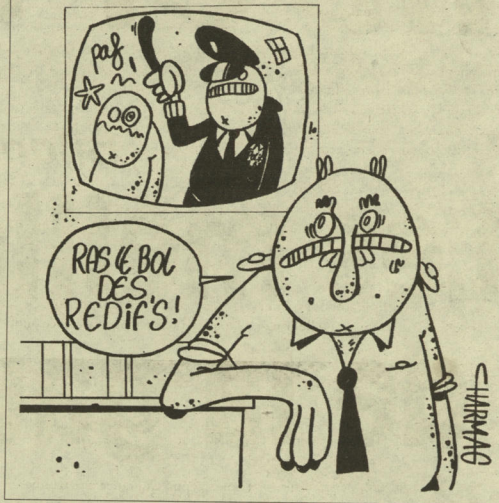
ML: Quelles sont les villes touchées aujourd'hui par la vidéo-surveillance?

Jean-Pierre: Depuis la création du collectif en 1995, nous avons vu un certain nombre d'organisations réagir localement: la FA à Nîmes, "Planète en danger" à Toulouse... En 1998, les différents groupes ont décidé de se coordonner pour agir de manière constante. Le 7 mars 1998, une journée d'action nationale a été organisée sur 5 villes (Limoges, Nîmes, Vaulx-en-Velin, Levallois et Montpellier). Au début de cette année, nous avons constitué au local de la Fédération anarchiste de Montpellier une coordination nationale. Saint Herblain, dans la banlieue de Nantes, a rejoint le club avec un collectif qui s'est constitué. Saint Herblain a valeur de test pour toute la région Bretagne-Pays de Loire. La Croix rouge, quartier populaire de Lyon a aussi son collectif « Non à Big Brother ». Il est à noter que l'installation de systèmes de vidéo-surveillance n'est pas seulement l'apanage d'élus de droite nourris au discours sécuritaire mais traverse l'ensemble de la classe politique. Mais plus encore, le collectif n'est pas allé au bout des actions à mener puisque le débat de société autour de cette question a été escamoté. Nous avons un atout majeur avec les O.G.M. qui montrent que la technologie n'est jamais neutre. La bataille contre la surveillance ne fait que commencer et il y a urgence en la matière.

ML: Cette automatisation du contrôle social va au-delà de la surveillance vidéo?

Jean-Marie: Oui, et nous faisons partie d'un inter-collectif sur les fichiers: le Collectif pour les libertés individuelles face aux technologies de l'information (le C.L.I.F.T.I.) qui doit faire face à un élément nouveau: le traitement des informations pour établir des modèles de comportements. A partir d'informations visuelles ou informatiques, il existe des logiciels qui établissent un profil de l'individu (suivi des prisonniers dans les cellules, traçage des internautes, classification des clients d'une banque, contrôle de l'activité des employés sur les ordinateurs professionnels par le biais de logiciel d'espionnage...). L'intrusion de programmes informatiques répond

VIDÉO SURVEILLANCE



à un double enjeu: modéliser la norme, repérer la déviance, mais également classifier le consommateur afin d'affiner les stratégies de marketing. L'alibi sécuritaire de la vidéo-surveillance est déjà dépassé, les systèmes de contrôle se multiplient et se diversifient.

ML: Quels étaient vos objectifs en occupant la C.N.I.L., organe consultatif qui joue le monsieur loyal du pouvoir?

Jean-Pierre: On nous dit souvent que la C.N.I.L. a un rôle majeur dans la protection de nos libertés. Bien au contraire, l'existence de la C.N.I.L. n'a pas enrayer l'essor du contrôle du champ social par les différents pouvoirs politique et économique. Elle a une fonction essentiellement de vitrine démocratique et rassurant les populations. Notre objectif était d'interpeller la C.N.I.L. et l'opinion publique sur l'amendement Brard (Député-Maire PC de Montreuil-sous-Bois) qui permet d'interconnecter les fichiers. Initialement la C.N.I.L. (ex-SAFARI) a été créée en 1978 pour empêcher l'interconnexion des fichiers. Nous voulions montrer que la C.N.I.L. n'a pas tous les pouvoirs que les gens lui prêtent, et que cela se sache.

Jean-Marie: Un projet de loi se prépare qui prévoit d'intégrer à la C.N.I.L. des représentants du pouvoir marchand.

ML: En parallèle à l'interconnexion des fichiers, le pouvoir central se dote d'outils de contrôle social performants.

Jean-Marie: L'exemple de S.T.I.C. (fichier central de la police) est révélateur. Il enregistre et centralise tous les rapports du citoyen avec la police. Ainsi le simple fait d'être inscrit sur une main courante d'un commissariat vaut enregistrement au S.T.I.C. Ceci s'appuie toujours sur l'idéologie de la transparence qui entérine le contrôle au nom du « on n'a rien à se reprocher ». Par ailleurs, l'acceptation par la population d'un contrôle systématique et l'intériorisation de l'idée que l'on ne doit rien avoir à cacher assemble les éléments d'un puzzle totalitaire proche de celui décrit par Orwell dans 1984.

Jean-Pierre: Le développement du contrôle va crescendo, chaque fait divers sanglant est l'occasion de travailler l'opinion à chaud et d'essayer une nouvelle tranche de caméras de surveillance. Il est intéressant de constater qu'un certain nombre d'organisations qui se sont investies sur le sujet sont porteuses d'un projet sociétal à même de sortir de l'impasse développement des inégalités - contrôle - répression. Les motivations du pouvoir sont moins de fichier que de gérer.

Propos recueillis par Christophe (groupe Louise Michel) et Bruno (groupe de la Villette)

Nous sommes surveillés Camouflons-nous!

La démocratie emploie désormais des moyens qu'aucune dictature n'a encore utilisés pour surveiller les citoyens (contrôle des personnes dans les lieux publics, les entreprises à travers fichiers et/ou caméras). Le prétexte de la sécurité est fallacieux: surveiller toute la population ne diminue pas la délinquance. Nous revendiquons le droit d'avoir des choses à cacher, nous revendiquons le droit à la vie privée. Nous revendiquons la liberté individuelle: pas seulement la liberté d'entreprendre mais toutes les libertés: liberté d'expression, liberté de circulation, etc. Faut-il vivre caché pour vivre libre? C'est ce que nous verrons jeudi 14 décembre rendez-vous à 18 heures (précises) devant la Maison des Ensembles, 5 rue d'Aligre, Paris 11^e pour une action toutes et tous masqués dans un lieu public.

CLIFTI

c/o 44, rue Montcalm, 75018 Paris. - clifti@altern.org - 06 07 72 22 75 - Souriez, vous êtes filmés *, ACI, Droits devant, G10-Paris, SUD-télécom 92, CNT-informatique, Fédération anarchiste, Chiche!-Paname.

le monde
libertaire

Rédaction-Administration: 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél.: 01 48 05 34 08
Fax: 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien: 400 F. Abonnement étranger sous pli fermé: tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom

Adresse

Code postal Ville

Pays A partir du n° (inclus).

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte: CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration:
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication: J. Toubert
Service abonnement: 02 35 84 27 17
Commission paritaire n° 55 635
Imprimerie: Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion N.M.P.P.



En gare de B...

Nice: la violence est avant tout étatique

Sur France 2, un habitant niçois résumait très bien la situation: « On n'a pas compris. Tout semblait se passer correctement. Puis les forces de l'ordre ont chargé deux heures durant. C'est après que les violences de la part de manifestants ont commencé... » Même les médias se plaignent de cette situation de répression tous azimuts. Car la gauche plurielle a décidé de tout faire pour que le sommet ne soit pas perturbé: arrestations, lacrymogènes, utilisation de balles en caoutchouc, évacuation de la salle du gymnase avec canons à eau, ratonnades, blindés présents à la frontière italienne avec le renfort de la légion étrangère... Et devant une telle situa-

tion, les médias ne doivent pas être présents afin de ne colporter que le message gouvernemental: c'est ainsi entre autres que Cécile Amar de *France Soir* s'est fait tabasser par les CRS, un journaliste de *Radio France* a été en garde à vue (1)... Du coup beaucoup de médias parleront de quatre mille ou six mille manifestants armés-e-s jusqu'aux dents. Comment tomber dans le piège du duo Jospin et Chirac, unis pour défendre le capital? Car si effectivement il y avait six mille casseurs armés, les dégâts matériels auraient été d'une toute autre ampleur. Et les quelques dégâts (sur une banque, trois concessions de voitures...) restent sans aucune commune mesure avec la violence policière ou la violence quoti-

dienne que nous fait subir le capitalisme (chômage, précarité, salariat...).

Dire cela ne doit pas être compris comme un appel à la casse systématique. Certes, cette violence peut se comprendre et il ne convient pas forcément de tenir un discours non-violent. Mais la destruction d'une banque, si elle est une action anticapitaliste car elle s'attaque à un symbole du capitalisme, apparaît aux yeux de la plupart comme une simple casse. Or notre action se fonde dans une action plus globale de prise de conscience collective. Et inévitablement la perception que l'on a de nos modes d'action doit plus que nous concerner. Réalités oubliées par certains-
e-s...

Mais le gouvernement n'a même pas attendu les quelques casses de vitrines pour lancer ses pandores, ses chiens de garde. L'objectif était de créer un climat de psychose, de casser toute tentative de résistance à l'Europe patronale. Pendant que l'on gazait, Jospin remerciait les syndicats pour leur bonne tenue, reflet d'une réelle démocratie. La démocratie de Jospin, celle des syndicats (bientôt rejoint par ATTAC qui regretterait de s'être embarqué dans cette galère), c'est « Cause toujours ». Car pendant que Jospin félicitait les syndicats, on adoptait en moins d'un quart d'heure la charte des droits fondamentaux. Si la manifestation syndicale ne pouvait qu'être un échec (qu'est-ce qu'une

manifestation symbolique aurait pu changer au niveau des négociations?) nous ne pouvons pas non plus nous satisfaire de notre intervention (tentative de blocage du sommet ou de réquisition de trains gratuits). Cet échec relatif est à mettre sur nos moyens, nos capacités de mobilisation encore insuffisantes. On peut aussi regretter un

manque de coordination du milieu libertaire: entre la volonté hégémonique (se suffisant donc à elle-même) de certain-e-s et la dimension politique d'autres, l'objectif de développer les idées et pratiques anti-autoritaires n'était pas toujours lisible.

Théo Simon
(1) *Libération* 9 décembre 2000.



En gare de Bordeaux, la répression commence...

La manifestation du 6 décembre

Le Collectif unitaire de Nice, à l'origine du contre-sommet et de la plupart des initiatives parallèles au sommet européen d'Acropolis, avait mis dès le départ sur un objectif de cinquante mille personnes pour la manifestation du 6 décembre. Mais l'affluence a largement dépassé leurs objectifs. Il y en avait d'Italie, du Portugal, d'Angleterre, d'Allemagne, d'Espagne, de Turquie, de Grèce, de Belgique... Une internationale sociale s'était vraiment donné rendez-vous. La Confédération européenne des syndicats (CES) amena donc la majeure partie des manifestants. La CGT, son secrétaire en tête, a fourni plusieurs dizaines de milliers de marcheurs. Ce fut une démonstration de force du syndicat français. On peut d'ailleurs s'interroger sur les motivations des syndicalistes présents dans les rangs cégétistes: l'extrême ambiguïté du jugement de la CGT sur la Charte sociale européenne (d'accord pour son intégration bien qu'elle soit en retrait sur des législations de pays européens) aurait dû mitiger la mobilisation dans ses rangs. Preuve que le manque de courage politique n'empêche pas que la base défille sur des enjeux qui lui semblent importants, quitte à les recadrer dans la rue. Car ces manifestants étaient globalement d'accord pour exprimer leurs critiques contre une Charte timorée, dépassant parfois avec virulence le discours un peu mièvre de leur secré-

taire, qui évoquait un renforcement des droits de la Charte.

Toujours dans le cortège de la CES, la CFDT, beaucoup moins présente, et avec des représentants de « CFDT en lutte », était flanquée d'un animateur avec sa puissante sono faisant dans l'autosatisfaction et qui se fera souvent hué et sifflé par d'autres manifestants. Ce qui montre bien le clivage profond qui perdure face au syndicat de Nicole Notat. Puis suivait la FSU, qui fermait la marche des syndicats derrière FO. Enfin arrivent les « anti-chartes », avec ATTAC, les associations anti-mondialisation les plus diverses ou les Euromarcheurs suivis des syndicats alternatifs Unicobas d'Italie. Curieusement, le cortège des Sud n'était pas au mieux de sa forme, alors qu'ils furent très présents sur les actions qui visaient à paralyser le sommet européen. C'est dans cette portion du défilé que les libertaires se retrouvaient, formant un cortège

de quatre à cinq cent personnes environ. La CGT espagnole et notre Fédération anarchiste fournissant sans peine le plus gros des manifestants, le tout conforté par quelques dizaines de militants d'AL et de la CNT-Vignoles. Soulignons aussi la présence solidaire de nos camarades de la Fédération Anarchiste Italienne et du secrétaire de l'Internationale des Fédérations Anarchistes (IFA). S'il est vrai que le ton tranchait singulièrement dans cette partie de la manifestation par rapport aux bataillons de la CES, le cortège libertaire s'affirma dès le départ comme un aiguillon de la contestation. Dès notre départ, notre slogan « bloc libertaire, bloque le sommet des États » repris en chœur, laissait deviner que les anarchistes prendraient toute leur place dans les mobilisations qui allaient émailler les deux jours qui suivirent...

Daniel. - groupe Gard
Vaucluse



Répression policière à Nice Réaction à Dijon

40 militants et militantes libertaires dijonnais se sont rassemblés devant la préfecture le vendredi 8 décembre

Lors de ce rassemblement, banderoles, communiqué de presse et diffusion de tract ont permis de faire entendre nos voix en réaction à ce qui s'est passé lors du sommet de l'Europe économique.

Nous entendions ainsi:

- apporter notre soutien aux personnes interpellées à Nice,
- demander leur libération immédiate,
- dénoncer la répression, les violences policières,
- dénoncer l'Europe forteresse et répressive qui maintient le capitalisme à coups de matraque

Une délégation a ensuite été reçue par un sous-fifre du préfet qui s'est engagé à faire remonter nos revendications au ministère de l'Intérieur. Symbolique par son ampleur, cette action demeure importante au regard de notre capacité à se mobiliser rapidement. Elle devrait être suivie d'une réflexion quand aux actions à mener pour dénoncer l'attitude des syndicats réformistes et des partis de gauche quand à leur absence de solidarité face aux interventions musclées des flics face à ceux et celles qui avaient décidé d'aller à Nice en train gratuit.

À suivre

Scalp - F.A. - C.N.T. - Maloka

Interpellation de cinq militants libertaires à Nice

La Fédération anarchiste proteste contre les interpellations dont ont été victimes cinq militants libertaires (garde à vue de 7 heures pour entrave à la circulation d'un véhicule officiel italien et convocation au Tribunal le 1^{er} février).

Elle constate la stratégie de tension mise en place par l'État, visible dès le départ et le blocage des premiers trains (matraquage et interpellations à Bordeaux...).

À l'heure où les gouvernants de l'Union européenne dissertent de la Charte des droits fondamentaux, la liberté d'expression est toujours bafouée, et le mouvement social réprimé.

La Fédération anarchiste exige l'arrêt immédiat des poursuites à l'encontre des camarades interpellés.

Fédération anarchiste

Faits d'hiver Salauds de riches!

Dans cette société de merde, ils ont beau être de moins en moins nombreux et de plus en plus riches, ils en veulent toujours plus.

C'est ainsi que, profitant de complicités manifestes au sein de la droite plurielle qu'ils ont installé au pouvoir, ils viennent d'obtenir une hausse scandaleuse du montant de leurs rentes.

Une prime de Noël de 1000 F

Une augmentation de 2,2% (alors que la hausse des prix n'a été que de 1,1%) du RMI (soit un pactole d'un peu plus de 50 balles par mois), de l'ASS (allocation spécifique de solidarité), de l'AI (allocation d'insertion)... ce qui, dès le 1^{er} janvier 2001, va mettre, tenez-vous bien, leur RMI à 2608, 50 F par mois, leur ASS à 2613 F (toujours par mois) et leur AI à l'incroyable 1840 F mensuel.

Et pendant ce temps-là, comme d'hab, les pauvres doivent continuer à se serrer toujours plus la ceinture et, comme un certain Lionel Jospin, se trouvent réduits, à l'issue d'une vie toute de sacrifices et d'économies sur l'essentiel, à devoir se contenter de ne pouvoir acheter (dans l'île de Ré) qu'une masure... à 250 plaques.

C'est lamentable, et comme dit ma mère, ces salauds de riches ne perdent rien pour attendre et le paierons cher quand les socialistes, les cocos et les Verts seront au pouvoir.

Jean-Marc Raynaud

Claude ou Jack à l'éducation Comptes toujours pas bons !

AGRANDS RENFORTS DE tambours et de trompettes, Jack « strass et paillettes » Lang a annoncé, lors de la présentation du budget de l'Éducation nationale et de son plan pluri-annuel, le 15 novembre dernier, la création de milliers de postes d'enseignant supplémentaires. À l'entendre, il rompaît avec la politique du gel des emplois publics voulue par les tenants de l'orthodoxie monétaire siégeant à Bercy. Il n'a pas non plus ménagé ses efforts pour rappeler combien il était grand et généreux puisqu'il rajoute des moyens en personnel, alors qu'il y a la baisse démographique et que le nombre d'élèves diminue. Il n'oubliait pas, au passage, de jeter une pierre dans le jardin de son mammouth de prédécesseur en rappelant combien lui, il aimait et admirait les enseignants, qu'il serait à leur écoute, on en passe et des meilleures, on voit bien que vingt ans à cirer les pompes de Mitterrand lui ont fait acquérir une maîtrise exceptionnelle dans l'art de passer la brosse à reluire ! Chapeau l'artiste, car c'est beaucoup de bruit pour pas grand chose. Parce qu'il semblerait bien pourtant que les mouvements en mars dernier réclamaient un peu plus que l'aumône de quelques postes. Et n'en déplaise à notre éléphant du PS, on est bien loin du compte. Ainsi par exemple, le plan dévoilé par Lang porte sur deux mille quatre cents postes sur trois ans dans le primaire, soit huit cents par an. Divisés par le nombre de départements en France, on comprend tout de suite que c'est une goutte d'eau dans l'océan des besoins. Rien que dans l'Hérault, les revendications étaient sur la base de 630 ! Il y a comme qui dirait du fottage de gueule. Et le reste est à l'avenant. Ainsi, il est prévu deux mille neuf cents nouveaux enseignants du second degré, auxquels s'ajoutent trois mille emplois issus de la transformation d'heures supplémentaires et neuf mille autres obtenus

par titularisation (ce qui n'équivaut pas à des créations d'emplois), le tout aussi en trois ans. Là encore, c'est peanuts. Quant aux éternels oubliés que sont les ATOSS, quatre mille six cent soixante-quinze créations sont prévus, toujours en trois ans, alors que le ministre reconnaît qu'il manque d'ores et déjà trente mille postes. En ce qui concerne le Supérieur, ce n'est pas mieux : deux mille six cents enseignants et trois cents IATOSS sur... trois ans ! Apparemment, le gouvernement n'a pas tiré les leçons de la forte mobilisation de l'année dernière. En la réduisant à son versant « personnalisation du conflit » (Allègre comme tête de turc focalisant sur lui toutes les rancœurs), il faut espé-

rer qu'il fait une grave erreur tactique et que les personnels se réveilleront quand le charme du chant des sirènes (paroles et musique Jack Lang) sera rompu ! En attendant, les problèmes demeurent. Non seulement le manque de postes continue à se faire sentir, mais notre ministre est resté très flou sur les conditions de recrutement et pour cause...

Gouverner, c'est prévoir ?

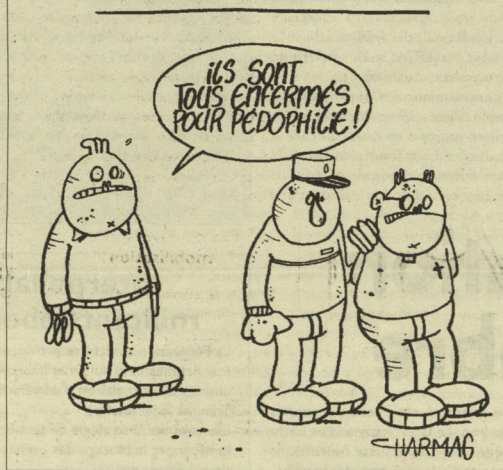
On connaît cette forte maxime, et la première pensée qui vient à l'esprit, aux vues des conditions actuelles, c'est de dire qu'effectivement on est plutôt mal gouverné ! Annoncer des postes, tant mieux, encore faut-il qu'ils soient pour-

vus par du personnel formé et titulaire, ce qui n'est pas le cas. Les capacités de formation en IUFM (Institut universitaire de formation des maîtres) étant limitées à ce qu'elles sont, pour cause toujours de politique budgétaire restrictive, les places aux concours sont de fait inférieures aux besoins ! Ainsi, on assiste encore et toujours au recrutement de maîtres auxiliaires. Certaines académies, après avoir « épuisé leur vivier de jeunes », vont chercher dans des académies limitrophes les étudiants sur listes d'attente aux concours. Et c'est reparti pour envoyer sur le terrain des gens non formés, c'était bien la peine de signer des protocoles sur la résorption de l'auxiliaire ! Les conditions de recrutement ne sont pas celles auxquelles les débutants dans la profession devraient avoir droit. C'est donc encore sous le signe de la précarité que de nombreux jeunes font leur entrée dans la Fonction publique. Si on ajoute que, pour compenser les simples départs à la retraite, il faudra recruter, de la maternelle au lycée, plus de cent quatre-vingt-cinq mille enseignants dans les cinq ans à venir, on saisit vite que la précarisation des personnels a encore de beaux jours devant elle. Et la seconde pensée qui nous vient maintenant à l'esprit, c'est que, et sans tomber dans la

paranoïa, finalement, c'est peut-être voulu, tous ces milliers de vacataires, d'auxiliaires, taillables et corvées à merci. C'est plus facile à virer que des titulaires, leur (absence de) statut est aisément transformable quand il faudra faire le grand ménage de la privatisation de l'enseignement. Il ne faut pas l'oublier, l'avenir qui est programmé, c'est la marchandisation totale du monde, c'est-à-dire la fin des services publics. Le dernier sur la liste, c'est l'éducation, mais « on » s'y prépare, et on y prépare les esprits... Comme par exemple, en laissant les choses se dégrader, après on dira que le privé ça sera mieux etc., on connaît la chanson. Ce n'est pas un hasard si le consumérisme parental est encouragé, si un salon comme le salon de l'éducation est sponsorisé par le ministère, si tout est fait pour que ça devienne un événement, au même titre que le salon de l'auto ! Derrière ce cinéma sur les nouvelles technologies, les éduciels, Internet et cie, se profile un gigantesque fromage que les rats de la finance guettent avidement... c'est sûr, c'est un marché encore plus juteux que les livres scolaires ! Finalement, si on rentre dans ce schéma-là, on n'est peut-être pas si mal gouverné...

Eric Gava. - groupe de Rouen

C'EST AU TOUR DE L'ÉCOLE PRIVÉE DE MANQUER DE PROFS



MONTPELLIER

Une grève en février à Paul Valéry ?

LE JEUDI 9 NOVEMBRE UNE Assemblée générale des étudiants en psychologie est organisée par le SEUL (syndicat étudiant unitaire et laïque) où sont présents 50 à 80 personnes (dont 15 syndiqués hors psychologie) où est décidée l'occupation du Conseil d'administration le lendemain à 9 h 30, afin de revendiquer la ré-évaluation des procès verbaux et la constitution d'une commission pédagogique afin que ceux qui ont obtenu 80% de leur 2^e année puissent s'inscrire en Licence, la gratuité des diplômes Universitaires obligatoires et payants, que les cours magistraux, les TD du second semestre en Biologie aient bien lieu puisque ni la fac de Sciences ni la fac de Lettres ne dispose de budget suffisant pour payer les profs... Le lendemain à 9 h 30, 18 étudiants seulement sont présents devant le Conseil d'administration donc pas assez pour l'investir. C'est un cours de Licence qui se déroule dans l'amphithéâtre le plus proche.

À l'unanimité et spontanément, tous les étudiants sortent de l'amphithéâtre. Ce sont plus de 200 personnes qui investissent alors le Conseil d'administration dans le silence. Face aux pres-

sions du vice-président et de l'UNEF-ID, les étudiants acceptent de sortir du Conseil après avoir mandaté une délégation portant un certain nombre de revendications auprès du Conseil qui se sont élargies par rapport à la veille : embauche immédiate de plus de diplômés, garants de stage pour les maîtrises, embauche de plus profs, fin des chevauchements de cours, fin des inscriptions obligatoires en non-assidu pour certains, envoi immédiat des bourses... La séance peut reprendre ! Une rencontre est proposée avec la présidente et divers responsables le mardi 14 novembre. Une prochaine assemblée générale est votée avec les 50 étudiants restants pour le lundi 13 novembre.

Vers la grève générale ?

Lundi 13 novembre, l'information étant bien passée, 150 personnes sont présentes à l'AG, mais celle-ci est catastrophique : elle dure 10 minutes, une personne de la délégation, s'arroge le pouvoir en ne donnant aucun tour de parole et en ne faisant que faire voter les propositions sans qu'il y ait eu discussion au préalable. Une délégation est

désignée pour rencontrer la présidente le lendemain et prochaine AG le jeudi 16 novembre.

Le jeudi 16 novembre, il n'y a que 25 à 30 personnes présentes (dont 8 syndiqués) à l'AG. La délégation affirme être déçue par les réponses fournies par les responsables de la fac : il n'y aura même pas de mise en place d'une commission pédagogique. Toutes les autres revendications sont irréalistes (nous sommes trop nombreux dans cette filière non rentable). Les positions des étudiants en lutte se radicalisent, on parle même de démarrer une grève générale dans la fac et même d'appeler à une grève nationale (l'UNEF-ID dit de même). Une prochaine Assemblée générale sera organisée le mercredi 22 novembre. On espère qu'elle sera massive comme le lundi. Un comité de lutte se met en place.

Le mercredi 22 novembre signe la mort de ce mouvement : une vingtaine de personnes sont seulement présentes. Certains espèrent redémarrer une hypothétique mouvement de grève en février et ensuite un appel aux autres universités à une grève nationale.

David. - groupe Un Autre Futur (Montpellier)

dans la toile

Les 15, 16, 17 décembre prochains, Paris accueillera la zeligConf (<http://www.samizdat.net/zelig/>), rencontre européenne des contre-cultures digitales. Une manifestation qui ne se veut ni meeting, ni séminaire, mais un espace de rencontre et de coopération proposé à la multitude des acteurs de la communication alternative. Un laboratoire temporaire d'expérimentation sociale et culturelle sur la communication, un espace-temps de rencontre entre les différents sujets actifs des pratiques de communication digitale. La zeligConf sera donc tout autant un lieu de confrontation et de débat politique, qu'un espace de mise en œuvre pratique de projets et d'agencements de communication. Étant actuellement sur l'étude d'une plainte, au plan international, contre le gouverneur du Texas, pour crimes contre l'humanité, Alain Cocq (<http://perso.worldonline.fr/ospmh/>) a besoins de l'aide de tous. En effet, le fait d'exécuter une sentence de peine de mort, alors que l'innocence du condamné a été prouvée, et ce à plusieurs reprises, ne peut plus avoir qu'une dénomination « Meurtre avec préméditation par personnes ayant autorité. » Créé en décembre 1997, Périphéries sonde le présent par la bande, balise les paysages hostiles de figures amies, hume l'air des villes pour repeupler les no man's land, compile les feuilles de route pour des temps désorientés (<http://www.peripheries.net/indoc.htm>). Terre à terre (<http://www.studioxx.org/TaT/francais/>) dans le cyberspace vise à démystifier les domaines de l'informatique et des technologies de communication auprès des femmes et des groupes féministes pour qu'ils deviennent des acteurs incontournables du cyberspace. Compte tenu du climat de violence qu'entretient le régime au pouvoir, les Congolais ont souvent peur d'exprimer leurs sentiments quant à la politique de la terre brûlée qu'affectionnent les tenants de l'autocratie dans le pays. Pour ce faire, afin de garantir l'anonymat de toutes celles et tous ceux qui veulent s'exprimer, des Forums ont été mis en place ou tout le monde peut s'exprimer ; il suffit d'y écrire son message en toute liberté, dans l'anonymat le plus absolu, sans que votre E-mail n'y apparaisse. Pensez, bien entendu, à changer de machine régulièrement pour ne pas être traçables. Pour cela, pensez au webcafés : <http://www.rezoweb.com/forum/politique/brazzamboyaikoba.shtml>, <http://www.rezoweb.com/forum/politique/afriqueparole.shtml>, <http://www.rezoweb.com/forum/politique/congobzv.shtml>, <http://www.congobrazza.com/>, <http://www.com-nature.com/forumcongol/>. N'hésitez pas à m'envoyer vos adresses, trucs et bidules pratiques et à me rendre une petite visite (<http://alainhuissier.clw.cc>). À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
alain@minitelorama.com

Vite fait

■ Qui sème le vent récolte la tempête. Depuis deux ans, le gouvernement israélien a bloqué le blocus total de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Au cours de cette période la proportion de Palestiniens vivant en dessous du seuil de pauvreté est passée de 21% à 32%.

■ Mystères de la géographie. Les institutions internationales viennent d'interdire de pêcher dans une zone de 140 nautiques battant pavillon luxembourgeois, une zone principalement qui n'a pour frontière maritime.

■ Nancy, Vendredi 17 novembre, deux ou trois concerts de musique masqués d'extrême droite ont été interrompus dans un cours de droit pour menacer la vie de l'enseignant.

■ Solde. Les fêtes de Noël ont approché, l'armée suisse a vendu libre 20 000 fusils dont elle n'a plus utilisé, 335 F pièce, 420 F avec baïonnette. Mais attention, la trousse de nettoyage est

■ Les vertus de la répétition. Le nombre de travailleurs intérimaires a augmenté de 20,9% soit 122 000 personnes des trois quart des postes d'intérim concernent les

■ Charité chrétienne. À l'occasion de ses 30 ans, neuf femmes, handicapées mentales, ont travaillé dans une maison de retraite gérée par une congrégation religieuse. Ces très chères bonnes leur versent le moindre

■ Le père Noël est un travailleur. Dans son immense bonnet, le gouvernement a décidé de verser une prime de fin d'année aux bénéficiaires du RMI. 100 millions pour une personne, 1500 F par

■ Ile-de-France. Entre 1996, les élus régionaux ont détournés 600 millions sur les marchés publics de rénovation et de construction de lycées.

■ Le capitalisme, c'est la prostitution. Selon différentes organisations internationales, le trafic de personnes humaines, au premier rang desquels la prostitution, générerait un chiffre d'affaires compris entre 7 et 13 milliards de dollars par an, soit un chiffre en hausse de 400% sur

■ Serial Killer. Claude L'Étranger Jones a été mis à mort le 10 décembre. C'est la 152^e exécution que Bush Junior fait assaillir depuis qu'il est gouverneur du Texas.

■ Le tribunal d'instance de Thionville vient de radier de son rôle électeurs supplémentaires ce qui rajoutés aux 91 députés de dernière, porte le score à 297. À la semaine prochaine

... bien

Envoyez vos brèves à monsiepol@wanadoo.fr

Vite fait...

■ Qui sème le vent récolte la tempête. Depuis deux mois le gouvernement israélien organise le blocus total de la Cisjordanie et de la Bande de Gaza. Au cours de cette période la proportion de Palestiniens vivant en dessous du seuil de pauvreté est passée de 21% à 32%.

■ Mystères de la géographie. Les institutions internationales viennent d'interdire de navigation 140 bateaux battant pavillon luxembourgeois, une charmante principauté qui n'a pourtant aucune frontière maritime.

■ Nancy, Vendredi 17 novembre, deux ou trois **concombres masqués** d'extrême droite ont fait irruption dans un cours à la faculté de droit pour menacer les étudiants et l'enseignant.

■ Solde. Les fêtes de Noël approchant, l'armée suisse a mis en vente libre 20 000 fusils de guerre, dont elle n'a plus utilité, au prix de 335 F pièce, 420 F avec la baïonnette. Mais attention... la trousse de nettoyage est offerte.

■ Les vertus de la reprise. En un an, le nombre de travailleurs **intérimaires** a augmenté de 20,9% soit 122 000 personnes. Plus des trois quart des postes d'intérim concernent les ouvriers.

■ **Charité chrétienne**. Pendant 30 ans, neuf femmes, handicapées mentales, ont travaillées dans une maison de retraite gérée par une congrégation religieuse... sans que ces très chères bonnes sœurs ne leur versent le moindre salaire.

■ **Le père Noël** est une ordure. Dans son immense bonté, le gouvernement a décidé d'octroyer une prime de fin d'année aux bénéficiaires du RMI. 1000 F pour une personne, 1500 F pour deux.

■ Ile-de-France. Entre 1989 et 1996, les **élus régionaux** ont détournés 600 millions de francs sur les marchés publics de rénovation et de construction des lycées.

■ Le capitalisme, c'est aussi ça. Selon différentes organisations internationales, le trafic d'êtres humains, au premier rang duquel la prostitution, générerait des profits compris entre 7 et 13 milliards de dollars par an, soit un bénéfice net en hausse de **400% sur 10 ans**.

■ **Serial Killer**. Claude Howard Jones a été mis à mort jeudi 7 décembre. C'est la 152^e personne que Bush Junior fait assassiner depuis qu'il est gouverneur du Texas.

■ Le tribunal d'instance de Thionville vient de radier 206 **faux électeurs** supplémentaires à Metz, ce qui rajoutés aux 91 de la semaine dernière, porte le score actuel à 297. À la semaine prochaine...

... **bien fait**
Envoyez vos brèves à monsieur.
pol@wanadoo.fr

Conférence des Nations Unies du 11 au 15 décembre

Les gouvernants veulent nous gaver d'OGM!

TRES PEU DE PERSONNES SONT au courant et ce n'est pas un hasard : entre le 11 et 15 décembre, Montpellier sera la capitale de ce que certains appellent la malbouffe. Le Corum sera le théâtre d'un sommet intergouvernemental des Nations Unies sur le protocole de biosécurité adopté à Montréal en janvier 2000. Ce sommet traitera particulièrement de la commercialisation des OGM. C'est certainement pour qu'une mobilisation populaire ne vienne pas gâcher les causeries des puissants de ce monde que l'informa-

tion a très peu filtré. Et du beau linge à mettre dans de sales draps, il y en aura. La probable venue de Jospin le confirme. Dans un contexte où l'insécurité alimentaire fait la Une (vache folle, dioxynes...), on comprend la volonté de mener ce sommet en catimini : l'enjeu est de taille, il s'agit en effet de définir les procédures de commercialisation des OGM.

tion a très peu filtré. Et ce mécanisme serait évidemment valable pour les produits contenant des OGM, étiquetés ou pas. C'est déjà vrai en Angleterre par exemple. Il n'y a pas de véritable choix sans égalité. On peut avoir accès à l'information (et encore faut-il pouvoir accéder à un certain niveau socio-culturel) et être obligé de manger de la merde... Par contre légiférer sur le commerce des OGM, c'est cautionner ce commerce, c'est ignorer les dangers qu'on ignore (pour notre santé!) et ceux qu'on connaît : les agriculteurs sont privés du droit de réutiliser leurs semences, les plantes utilisées traditionnellement dans la pharmacopée deviennent propriété exclusive des trusts pharmaceutiques, les OGM peuvent nuire à la biodiversité... Ceux-là pensent qu'il faut être à l'intérieur du Corum pour négocier. Quant à nous vous l'avez compris, nous ne pensons pas que le capitalisme puisse se réformer pour prendre un visage humain ; les capitalistes n'ont qu'une fin : se faire du pognon sur notre dos au détriment, s'il le faut, de notre santé. Et ce sont bien eux qui seront représentés avec leurs associés politiques à Montpellier.

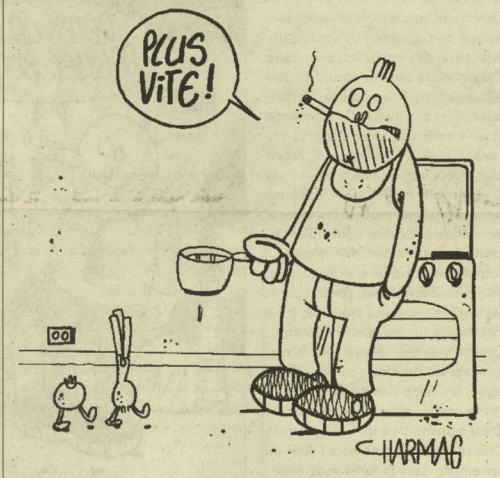
perturber et les faire reculer. D'ailleurs, c'est bien ce qu'ils redoutent car le dispositif policier prévu serait impressionnant et les alentours du Corum pour l'occasion « territoire de l'ONU » deviendraient inaccessibles aux manifestants. Si d'autres, qui veulent être dedans et dehors (Confédération paysanne, les Verts...) ont le cul entre deux chaises, nous voulons, nous, participer avec plusieurs organisations à une pression de la rue : nous appelons à manifester le mercredi 13 décembre à 16 heures du Peyrou vers le Corum (lieu du sommet). Notre groupe y réclamera l'arrêt pur et simple du commerce des OGM avec ou sans étiquette ainsi que la destruction des cultures OGM en champs ouverts. Nous rappellerons évidemment la responsabilité du capitalisme et des États.

Le lundi 11, pendant que les participants du sommet se feront passer caviar et champagne (c'est sûr sans OGM ou vaches folingues qu'ils laissent aux petites gens) nous appelons à un rassemblement à 18 heures devant l'opéra comédie (où ils seront) pour tenter de leur faire passer les petits fours de travers. Enfin pour vous informer et échanger nous vous convions à un débat le samedi 16 décembre à 14 heures à la librairie la Mauvaise réputation. Gilles - groupe Un Autre Futur de la F.A. (Montpellier)

Pas de négociation : mobilisation!

Seule la détermination d'une mobilisation massive de la rue pourra les

LES OGM AU SERVICE DE L'HOMME



mentaire fait la Une (vache folle, dioxynes...), on comprend la volonté de mener ce sommet en catimini : l'enjeu est de taille, il s'agit en effet de définir les procédures de commercialisation des OGM.

L'illusion réformiste

Certains naïfs ou calculateurs (certains partis de la gauche plurielle et des organisations non gouvernementales telles Greenpeace ou Solagral) y voient une opportunité pour donner à ce commerce des normes et des règles respectant les principes de précaution et établissant les responsabilités en cas de problèmes : séparation des produits avec et sans OGM et étiquetage strict des produits en contenant, complètent le tableau de leurs « espoirs ». Ceux-là demandent, en attendant la ratification de ce protocole, un moratoire sur le commerce international des OGM et l'arrêt de leur mise en culture. La récente

sentier l'étiquetage. Pour eux les OGM repérés ne se vendront pas ; les consommateurs responsables, en boycottant les OGM, condamneront sa commercialisation.

Avec ou sans OGM, c'est elle porte monnaie qui décide

Malheureusement, il manque à ce raisonnement bien huilé un principe de réalité : notre société n'est pas, mais alors pas du tout égalitaire, et la plupart d'entre nous consomme selon ses moyens financiers... Et ces derniers, pour une large frange (façon Beatles) de la population sont, dans un contexte de précarité généralisée, souvent réduits à peu de chagrin. Comment peut-on expliquer le développement des grandes surfaces plus classiques (Auchan, Carrefour...) pour des îlots de qualité? Tout simplement par ce que ce sont les lieux les moins chers... D'ailleurs dès que leur santé financière le leur permet, ces acheteurs désertent ces magasins car personne n'est dupe, il suffit

chronique anarcha-féministe
A la vie à la mort

Il est des anniversaires et des coïncidences. Le 6 décembre 1989, 14 des élèves filles de l'école polytechnique de Montréal étaient assassinées par un homme. Il avait écrit une lettre expliquant son geste par la haine des femmes et des féministes. Ce 6 décembre 2000, ont été publiés les résultats de l'enquête nationale sur les violences envers les femmes. Le chiffre énorme qui en est ressorti est celui des viols. 48000 viols en un an, cela représente 131 viols par jours, 1,3 par commune. La violence crée la culpabilité chez la personne qui en est victime. Ce sentiment de culpabilité empêche de la dénoncer. Reconnaître « oui, je suis victime » est une véritable épreuve, libératrice certes. Ainsi, nous ne pouvons non seulement pas mettre en doute ce chiffre mais aussi prend conscience que derrière ce chiffre, il y a une véritable masse de femmes qui disent « pas ce soir, je suis fatiguée, j'ai mal à la tête » autant de véritables « non » jamais entendus et qui subissent un véritable viol. Régulièrement, la dénonciation à l'incitation à la guerre des sexe est brandie. Mais qui tue qui ? Qui viole qui ? Qui détruit au quotidien une vie au moins ? Après le massacre de polytechnique, le choc a poussé des hommes à se mobiliser en tant qu'hommes contre la violence des hommes contre les femmes. De même qu'il y a eu des comités d'insoumis, d'objecteurs. Car effectivement une véritable guerre a lieu dont les morts et les blessés sont ces femmes qui ont tenté d'échapper à la violence domestique et dont la tentative se solde par leur meurtre, celui des enfants et parfois, par le suicide du meurtrier. Ces hommes qui aiment d'autres hommes dans la clandestinité et qui subissent les expéditions punitives de loulous en mal d'identité virile. Ces femmes qui aiment d'autres femmes au grand jour et dont les pères entendent venger leur honneur. Ces sœurs qui font du théâtre et qui sont vitriolées toujours au nom de l'honneur. La liberté d'autrui étend la mienne à l'infini. Ce dont un autre humain est capable, moi aussi j'en suis capable. Entre liberté et capacité s'articule le choix individuel dont découle notre positionnement politique : entendre le « non » sous toutes ses formes d'expression est ainsi redonner sa valeur au « oui ».

Ma Dalton

Conférence de La Haye Fermes la fenêtre, tu réchauffes le climat!

ON S'EN SOUVIENT LA Conférence de la Haye sur le réchauffement climatique réunissant près de 180 pays s'est terminée fin novembre sur un constat d'échec, des négociations plus intimes entre experts américains et européens ont repris à Ottawa au Canada, pouvant se conclure par une réunion ministérielle à Oslo à la mi-décembre. Il est cependant intéressant de revenir sur cette Conférence de la Haye, qui devait faire le point sur l'application du protocole de Kyoto. En 1997, la Conférence de Kyoto s'était conclue sur la volonté d'une réduction moyenne de 5,2% des émissions de gaz à effet de serre pour les principaux pays industrialisés sur la période 2008-2012 et par rapport aux niveaux de 1990. Les objectifs de réduction pour les gaz à effet de serre étaient de 8% pour l'Union européenne, 6% pour le Japon et 7% pour les États-Unis, entre parenthèses le Congrès américain n'a toujours pas ratifié ce protocole. Et tout ceci afin de diminuer l'effet de serre.

Le fautif à la table des négociations: l'effet de serre!

Sans rentrer dans les détails, l'énergie solaire atteint la Terre sous forme de lumière; réfléchi par la Terre sous forme de rayonnement infrarouge, elle est retenue par l'atmosphère. Celle-ci protège ainsi notre planète du froid en y assurant une température moyenne de 16°C. Ce qui empêche cette chaleur de s'échapper, ce sont la vapeur d'eau et les gaz à effets de serre entre autres, le CO₂, le méthane, les CFC... Le CO₂ qu'il ne faut pas confondre avec son cousin, le monoxyde de carbone (celui des pots d'échappements) est émis par les matières organiques à bases de carbone (bois, papier, pétrole, charbon...), le méthane provient lui de l'air des marais, des tourbières, des décharges d'ordures, de la digestion

des ruminants. Quant au CFC, c'est le gaz des tuyauteries des réfrigérateurs, dont l'utilisation a été interdite dans les pays industrialisés depuis 1987.

Si le pourcentage de ces gaz augmente dans l'atmosphère, la chaleur ainsi retenue augmente à la surface de la terre. Depuis la fin de XIX^e siècle, mais c'est aussi le début sérieux des mesures, la température à la surface des terres s'est élevée de 0,5°C en moyenne. Des modèles numériques de prévisions promettent une hausse moyenne globale de la température d'ici l'an 2100 de 2,5°C. Le niveau de la mer, surtout par dilatation de l'eau réchauffée, devrait s'élever de 50 cm d'ici cette date: adieu le delta du Bangladesh, les Bahamas!

C'est scientifique! On voit déjà les mauvais élèves du fond de la classe poser la question: scientifique comme le marxisme scientifique? En effet le monde de la Recherche n'est pas aussi catégorique que l'affirment les médias. D'un côté, des scientifiques sceptiques doutent de l'amplitude du réchauffement et de ces causes, en s'appuyant sur l'effet refroidissant des sulfates, sur l'existence de cycles climatiques (au X^e siècle, le blé était cultivé au Groenland), mais certaines de leurs études ont été financées par les industries américaines du pétrole et du charbon; on s'en doute nullement intéressées à des réductions de leurs productions.

Et de l'autre, les apocalyptiques ou pessimistes, bien relayés actuellement par les médias. Là, certains experts émergent au lobby nucléaire (CEA par exemple) et comme nous le claironne la pub d'EDF, le nucléaire ne contribue pas à l'effet de serre.

Quant à des conclusions scientifiques masquant des visées économiques, il suffit de se rappeler le trou d'ozone et le Concorde: en 1970, les premiers calculs théoriques prédisaient une destruction de l'ordre de 20% de la couche sous l'effet d'une flotte d'une centaine

d'avions par jour sur le trajet Europe-Amérique. Si la flotte de Concorde n'a pas dépassé une main, les études sur la chimie de l'atmosphère ont conclu en 1977, qu'à l'altitude de vol du Concorde, vers 16 km, il y avait plutôt une légère production d'ozone.

Tout est relatif

De toute façon, il faut relativiser ces projections scientifiques: si, avec l'accroissement de puissance des calculateurs, comme dans tout modélisation de phénomène, le nombre de paramètres pris en compte augmente, il y a toujours au final des coups dits de tournois pour caler ledit modèle. Là, se pose la question: sur quoi le caler et quelle marge d'incertitude?

La fourchette d'accroissement de la température moyenne prévue en 2100 varie en fait selon les modèles de prévision entre 1,5°C et 4,5°C. Quant aux conséquences: pour une équipe de Cologne, il y aurait augmentation des tempêtes, pour celle d'Hambourg aucune modification d'intensité, pour une équipe néerlandaise, décroissance de la fréquence et de l'intensité des tempêtes sur l'ensemble de l'Atlantique Nord mais légère augmentation en mer du Nord et golfe de Gascogne. Et cerise sur le gâteau, un modèle pré-opérationnel de prévision dont nous taillons la nationalité, fait pleuvoir actuellement sur le sud du Sahara. S'il y a un consensus quasi général sur le réchauffement global constaté, il y a incertitude sur ses effets régionaux. Quoiqu'il en soit mettre sous la responsabilité du changement climatique, les tempêtes de l'an dernier, révèlent d'un raccourci hasardeux. C'est pourtant ce qu'a fait Jacques Chirac en déclarant en à l'AFP en novembre dans la forêt vosgienne: « les perturbations météorologiques ne peuvent que s'accroître et sont liées au réchauffement de la planète », alors que le rapport scientifique officiel remis après les tempêtes de décembre 1999, précisait

lui dans un style très circonspect: « Il n'est pas démontré que les événements météorologiques récents soient le signe d'un changement climatique, mais quand le changement climatique sera pleinement perceptible il est vraisemblable qu'il puisse s'accompagner d'une augmentation des événements extrêmes. »

Alors catastrophisme ou angélisme?

On pourrait retenir de cette conférence de la Haye, un match opposant les États-Unis qui veulent conti-

posséder la technologie, l'Europe et les États-Unis, de maintenir leur prépondérance économique et de vendre le cas échéant du « non-polluant »: tout bénéf...

Derrière des préoccupations écologiques de la Haye sur l'avenir de notre pauvre planète, il s'agit surtout de conserver des intérêts économiques et étatiques et même d'avancer des visées supra-étatiques car l'Europe pousse à une organisation mondiale de l'environnement. On est bien loin du sort de l'Humanité et de la Nature. Cette nature dont l'homme a brisé « l'équilibre ». Mais



nuer à polluer comme avant, les 133 pays regroupés au sein du G77 qui ne veulent pas renoncer à leur développement et un arbitre, l'Europe. Mais un arbitre acheté. Car l'Europe à la conférence de Buenos Aires en novembre 1998 avait déjà « rompu ses vœux de chasteté sur les permis négociables », pour reprendre les propos du chef de la délégation française de l'époque. La volonté est bien affirmée d'introduire les « mécanismes du marché », avec la possibilité d'accords négociés entre deux États: un rachetant à l'autre son « droit à polluer », l'un continuant à émettre des gaz à effet de serre mais l'autre diminuant en proportion ses rejets. Quant à la prise en compte des forêts et autres cultures, les fameux puits à CO₂ dont l'effet réel est sujet à caution de la part des Européens, elle sera examinée lors d'un prochain round de négociations. Mais une limitation même marchandée des gaz à effet de serre et ces « droits à polluer » freinent de fait le développement économique des pays pauvres – leurs dirigeants le sont moins faut-il le rappeler – et permettent à ceux qui

ce, depuis des millénaires: il l'a violé sciemment avec l'agriculture. Du reste l'homme n'est pas la seule espèce de la Terre à l'avoir fait, les algues il y a fort longtemps ont modifié la composition de l'atmosphère en y ajoutant de l'oxygène. Maintenant l'homme serait capable de modifier le climat. « Et alors », serait-on tenté de dire, car le problème principal, ce n'est pas que le blé pousse au Canada ou en Sibérie en 2030, mais que tout le monde bouffe à sa faim et pour cela il ne faut pas compter ni sur les conférences internationales, ni sur les quelques journées sans voiture. Et pourquoi pas sans chauffage. Une idée à creuser par les techno-écocrates: en effet une étude de l'Institut français de l'environnement (IFEN) publiée lors de la conférence de La Haye indique que la voiture et le chauffage contribuent de façon croissante à l'effet de serre en France.

Jimma. – groupe Albert Camus (Toulouse)

À lire pour s'oxygéner, par exemple: « La vérité sur l'effet de serre » d'Yves Lenoir (membre du Gsien) Edition la Découverte et « Le devenir des climats » de Robert Kandell, Hachette.

Libéral, libéral... Est-ce que j'ai une gueule de libéral?

Depuis que la sécheresse sévit sur la côte ouest des États-Unis, le cours de l'électricité flambe. Cela induit des coûts de l'aluminium prohibitifs. La société américaine, Kaiser Aluminium, a résolu le problème de rentabilité en diminuant sa production. Fournie par la production d'énergie hydroélectrique Bonneville Power Administration – qui est une agence fédérale – par contrat à long terme, à un prix de 22-23 dollars le méga-watt, Kaiser Aluminium en revend la partie fixe sur le marché spot (marché libre) à plus de 100 dollars, chez qui elle se fournit habituellement pour le surplus d'électricité consommée, qui est d'ordinaire à un prix beaucoup plus faible (70 dollars le MW). Cette sympathique entreprise, pleine de bon sens, achète donc à bas prix le produit de l'État pour le revendre sur le marché privé en multipliant par quatre les prix. Dans le même temps, sa production normale de métal blanc (273 000 tonnes) diminue des deux

tiers. Cinq cents ouvriers se retrouvent ainsi au chômage technique. Enfin, malgré son manque de production, elle engrange, entre juin et août, des profits de 100 millions de dollars sur la revente de l'électricité publique. Ce ne sont que des bénéfices minables par rapport à une pleine production de métal. Les circonstances qui font qu'une entreprise de fabrication se fasse revendeuse – donc intermédiaire – entre l'État et le producteur, et qui ne produit plus rien en valeur, ne devient qu'un maquereau de plus sur le plan économique. Tout cela n'est qu'un détail, une goutte d'eau dans la mer(de) capitaliste et étatsiste. Morale (s'il y en a une): prôles de tous les états, vous n'avez rien compris: achetez l'État et vendez-le aux capitalistes. Ces derniers vous le revendent à prix d'or. Qu'attendez-vous! Mort à l'État! Mort au capitalisme!

Pascal. – groupe Louise Michel (Paris).

CINÉMA

J'EN SUIS PAS CINÉMA...
rique et/ou le
professionnels de
cinéma m'en
pourquoi pré
teurs de notre heb
sur ce film: simpl
gnier à propos d'un
et bouleversant.
Tout d'abord par so
d'handicapé-e-s mo
gens mal-foutus, qui
venir de mon ami D
me/nous mettent m
qu'ils soient cachés
« valides ».
Puis par la thématiq
médico-sociale qui
compte les besoin
homme myopathe
rant faire l'amour
souhaitant aller voi
Aie! Aie! me suis-je
faire le coup des p
nous mettre la larm
remplir de culpabilit
militons pour une
légale, juridique et fi
cale) de la prostitu
til de régulation so
sexuelle ». Rien de
Au cours de cette l
comédie, le « bon p
garant de la morale
tion de l'institutio

La compagnie J
camarade Préve

« La crosse en l
bois (cartouches
dimanche à 15

Le calendrier 2
vient de paraître
dessins originau
pages, 2 coule
port). SIA, 33 ru
31000 Toulouse

« Prise de text
comédiens jou
Pierre Repp, B
Queneau, Mou
19 rue Colbert
40 F. Rés: 03 2

rad
Pari

veno
Jazz en lib
(1990)

Alan Shorter
en public (19

sam
Chroni

diman
Des

lun
Les desti

Les mort

merc
Blu

CINÉMA

Nationale 7. Jean-Pierre Sinapi

JE NE SUIS PAS CINÉPHILE. LA rhétorique et/ou le lyrisme des professionnels de la critique de cinéma m'emmerde. Alors pourquoi présenter aux lecteurs de notre hebdo mon opinion sur ce film: simplement pour témoigner à propos d'un film magnifique et bouleversant.

Tout d'abord par son cadre: un foyer d'handicapé-e-s moteurs, pleins de gens mal-foutus, qui - malgré le souvenir de mon ami Didine myopathe - me/nous mettent mal à l'aise à force qu'ils soient cachés de notre vue de « valides ».

Puis par la thématique de l'institution médico-sociale qui ne prend pas en compte les besoins sexuels d'un homme myopathe et irascible désirent faire l'amour et - pour cela - souhaitant aller voir une prostituée. Aie! Aie! me suis-je dit, ils vont nous faire le coup des pauv'zandicapés, nous mettre la lame à l'œil et nous remplir de culpabilité pour que nous militions pour une reconnaissance légale, juridique et fiscale (surtout fiscale) de la prostitution comme « outil de régulation sociale de la misère sexuelle ». Rien de tout cela.

Au cours de cette heure et demi de comédie, le « bon père catholique » garant de la morale et de la réputation de l'institution, le « jeune et

beau psy » soucieux d'entamer des démarches psychothérapeutiques longues à ces tordus de la vie, le « syndicaliste » pseudo-rigolo et conservateur estimant « en faire déjà assez » et le médecin hypocrite n'assumant pas le serment d'Hippocrate en refusant de prescrire un certificat médical (légalement nécessaire pour que l'éducatrice ne soit pas accusé de proxénétisme) stipulant que « l'état de santé du patient nécessite des rapports sexuels réguliers » sont renvoyés dans leurs bacs à sable. En effet, tous les quatre sont plus préoccupés à couper les cheveux en quatre et à se défilier que d'apporter des réponses pragmatiques à ces êtres humains - que nous sommes aussi - pour lesquels chaque heure compte.

Le ton de la comédie permet de traiter de façon directe le sujet posé. Pas de faux-fuyant, du hard dans le ciboulot! Et surtout d'élargir bien au-delà des seuls « handicapés » en nous interpellant sur notre incapacité individuelle et collective à revendiquer une sexualité et des relations amoureuses libérés des clichés de la société judéo-chrétienne. En cela, ce film décape beaucoup plus que « Le secret » qui - sur le même thème - accumule des clichés fades et larmoyants: la vie de couple

idyllique puis la découverte de l'érotisme grâce à un grand black (c'est bien connu!) nord-américain (ça fait moins zone qu'un balayeur de la ville de Paris), la passion fusionnelle et l'adultère (tout de suite, les gros mots), la condamnation de la mère, la détresse du mari et l'enfant au milieu (Ah! famille!)...

Le scénario ne se limite pas à la question de « besoin de sexualité » mais aborde de plain pied (il est effectivement question de le prendre) la question de la liberté individuelle entre personnes désirantes. La réponse est nette: la liberté ne se négocie pas et la lutte individuelle et collective paye face aux logiques des différentes institutions. Ce film nous offre une vraie bouffée d'air pour clamer haut et fort: « Réapproprions-nous notre corps, nos sensualités, notre sensibilité et notre sexualité » (supplément au *Monde libertaire* n°1207) et... faisons l'amour!

Patrick. - groupe du Gard-Vaucluse

RADIO LIBERTAIRE

Lisbonne, la reine du Tage

Nouveau samedi soir thématique sur le 89.4 FM pour lequel deux émissions s'associent. « Jardins d'Orphée » et « Nuits off »: deux émissions de radio qui se suivent et ne se ressemblent pas emmèneront l'auditeur en voyage sonore à partir de 21 heures... samedi 16 décembre.

21h-23h Jardins d'Orphée

Rencontre autour d'un ouvrage « Histoire de Lisbonne » de Dejanirah Couto, édité chez Fayard, avril 2000; Regard croisé avec Ricardo Costa réalisateur d'un documentaire, témoin oculaire du 25 avril 1975; rencontre avec le réalisateur portugais Paulo Rochas, à l'occasion de la sortie de son film « Les racines au cœur »; Rencontre avec le metteur en scène Alain Rais il nous propose deux pièces sur Paris « Voyager? » bouquet de poème français et portugais au théâtre de l'Odéon et le « Banquier anarchiste » de Fernando Pessoa à l'espace Kiron.

23h à l'aube Nuits off

Topologie sonore lisboète: La véritable histoire de « The Crow ». En compagnie de deux corbeaux, symbole du peuple libéré, discussion dans les cafés, des poètes musiciens: l'explosion rock et musique électronique. La nouvelle révolution qui fait suite à celle des œillets. Une nouvelle génération débarrassée des vieux démons salazaristes donne une nouvelle lecture d'un Portugal conquérant la liberté. Une capitale en pleine mutation. Rencontre: avec les principaux acteurs de la scène alternative Blasted Mechanism, Goldfing, Cello, Raindogs, Radio Macao Ethnocity, Maria Joa, the underground sound of Lisbonne...

copinage

La compagnie Jolie Môme rend hommage au groupe Octobre et au camarade Prévert en interprétant « Le Tableau des merveilles » et « La crosse en l'air » du 14 au 24 décembre au théâtre de l'épée de bois (cartoucherie de Vincennes) du mardi au samedi à 20 h 45 et le dimanche à 15 h 45. Réservations: 01 48 08 39 74.

Le calendrier 2001 de SIA (Solidarité internationale antifasciste) vient de paraître. Sur le thème « le fascisme aujourd'hui » avec des dessins originaux de Charnag, Faujour, Honoré, Tignous, Tardi... 28 pages, 2 couleurs (en français ou en espagnol). 30 F (33 F avec port). SIA, 33 rue des Vignoles 75020 Paris ou SIA, 4 rue de Belfort, 31000 Toulouse.

« Prise de textes » est le nom d'un spectacle dans lequel des comédiens jouent, disent ou chantent des textes de Jacques Prévert, Pierre Repp, Benjamin Peret, Blaise Cendrars, Ronsard, Raymond Queneau, Mouloudji, Laurent Benoit, Henri Tachan... au Biplan, 19 rue Colbert à Lille, les 15 et 16 décembre à 20 h 30. places: 40 F. Rés: 03 20 12 91 11.

radio libertaire

Paris • 89.4 MHz

vendredi 15 décembre à 22h 30:

Jazz en liberté: Marvin Peterson quintet en public (1990); Terence Blanchard quintet (1992); Alan Shorter quartet (1968); Bobby Bradford quartet en public (1986); François Chassagnite quintet (1998); Clifford Brown quintet (1953).

samedi 16 décembre à 11 h 30:

Chronique syndicale: économie de la santé.

dimanche 17 décembre à 15 h 30:

Des mots, une voix: avec Annie Ernaux.

lundi 18 décembre à 18 h 00:

Les destinées de l'histoire: Daniel Zimmermann, Les morts du lundi (ou les staliniens du silence).

mercredi 20 décembre à 10 h 30:

Blues en liberté: L'alcool et les blues.

IL EST DES OUVRAGES QUI TEL LE SCINTILLEMENT DES étoiles nous parviennent malgré leur disparition... Celui-ci a bourlingué plus de quatre siècles au travers des oppressions sans cesse renouvelées. La poussière du temps n'a pas entamé son tranchant: il taille encore de belles croupières aux pouvoirs et sés innombrables épiques... L'aventure de ce texte mériterait un roman et les nombreuses éditions précédentes, vulgaires appendices, dégoulaient d'une larmoyante sollicitude en tronquant le texte! Enfin, le voilà restitué par la grâce de la traduction en français moderne de Séverine Auffret

Comment se fait-il que l'imposture des pouvoirs semble se perpétuer? Comment la société peut-elle admettre l'ectoplasme étatique? Comment l'individu peut-il abdiquer sa propre liberté au profit d'un servage, fut-il démocratique?

Sous le bruit des bottes ou dans le minestrone électoral, dans les diverses crantes, ces questions sont envoyées aux calendes grecques...

Pourtant, c'est une longue histoire... de pouvoir où les victimes sont les acteurs de leur déchéance: Quel mal pourrait-il vous faire, si vous n'étiez les reculeurs du laron qui vous pille, les complices du meurtrier qui vous tue?... du masochisme: Vous vous affaiblissez afin qu'il soit plus fort! Même les bêtes ruent dans les brandards: les bœufs, sous le joug geignent et les oiseaux en cage se plaignent...

L'apathie guette, il est incroyable de voir comme le peuple, dès qu'il est assujéti, tombe soudain dans un si profond oubli de sa liberté... il sert si bien, et si volontiers, qu'on dirait à le voir qu'il n'a pas seulement perdu sa liberté mais gagné sa servitude...

Puis, l'habitude bétonne la lâcheté, apprendre à servir... apprendre à avaler le venin de la servitude sans le trouver amer... De génération en génération, élevés dans la servitude, sans regarder plus avant, se contentant de vivre comme ils sont nés...

Conjuguant contrainte et tromperie, les uns règnent par l'élection du peuple, les autres par la force des armes, les derniers par succession... le pompon revenant à la démocratie: Quant à celui qui tient son pouvoir du peuple... dès qu'il se voit élevé au-dessus de tous les autres, flatté par je-ne-sais-quoi qu'on appelle grandeur, il décidait de n'en plus bouger... Louise Michel lui fera écho de belle manière...

Il suffirait de peu: Soyez résolu à ne plus servir, et vous voilà libres. L'amitié des humbles, la fraternité comme moyen, chacun pour tous et chacun pour soi.

Gustav Landauer notera que La Boétie annonce ce que diront plus tard, et en d'autres langues Godwin et Stirner, Proudhon, Bakounine et Tolstoï: « Tout est en vous, rien n'est à l'extérieur. Vous êtes tout... Nulle autorité - L'anarchie ».

Étienne de La Boétie - *Discours de la servitude volontaire* - éditions Mille et une nuits. n° 76 - 64 p - 10 F.

Instructions aux domestiques suivi des *Opuscules humoristiques* - Jonathan Swift - éditions 10/18 - n° 2909 - 256 p - 44 F.

Instructions aux domestiques - Jonathan Swift - éditions Le petit Mercure - 22 F.

Le morceau de choix est un manuel de sabotage aux accents de résistance passive. Actualisable sans grand effort. Pour que chaque jour soit un grand soir.

Préférer l'édition Le petit Mercure car le surplus en 10/18 des Opuscules sont assez falots, souvent crates, hormis l'humour noir de sa Modeste proposition pour empêcher les enfants des pauvres d'Irlande d'être à charge de leurs parents...

Maître et Serviteur - Léon Tolstoï - éditions Mille et une nuits. n° 225 - 104 p - 16,50 F.

Chevauchée halerante entre cupidité et résignation. Pour découvrir Tolstoï le temps d'une nouvelle...

À la croisée de la vie, une frêle fraternité avant de replonger dans la mélasse.

Le fils de la servante - August Strindberg - éditions Gallimard - collection Folio n° 458 - 218 p - 29 F.

Roman autobiographique de son enfance. Le doute et la sensibilité à l'oppression l'aideront à s'extraire de la morale puritaine qui corsetait son éducation.

Chronique des Indiens Guayaki - Pierre Clastres - éditions Pocket - Collection Terre humaine poche n° 3019 - 288 p - 50 F.

Par ces temps de muséographie première, rappelons l'objet privilégié, sinon exclusif, de l'ethnologie: les sociétés sans État. Si les sociétés primitives sont des sociétés sans État, ce n'est pas par incapacité congénitale à l'atteindre mais par refus de cette institution. Elles l'ignorent parce qu'elles n'en veulent pas. Si la dichotomie chefferie et pouvoir perdure, c'est parce qu'elles ne veulent pas que le chef en soit le détenteur, elle refuse que le chef soit le chef.

Société du refus d'obéissance: telles sont les sociétés primitives. Lorsqu'un chef veut faire le chef, on l'exclut de la société en l'abandonnant. S'il insiste, on peut aller jusqu'à le tuer...

Remarquable réédition néanmoins amputée de l'index et des photographies, mais l'essentiel est préservé: le quotidien et l'imaginaire d'une tribu à l'orée de sa déchéance... qui est aussi la nôtre.

Tchao pantin - Alain Page - éditions Gallimard - collection Folio policier n° 177 - 246 p - 36 F.

Une brève de comptoir, brut de décoffrage, dépouillée de la magie de Trauner, des ballades de Charléie, des tronches de l'Enfoiré et consort... elle tient encore formidablement la route... Tu connais un moyen pour pas se faire chier, toi?

Jean-Denis. - *Liason Bas-Rhin*

Les ouvrages cités sont disponibles à la librairie du *Monde libertaire*, 145, rue Amélot, 75011 Paris (-10% pour le port).

Nice, 7 décembre: la répression bloque la contestation

LE 7 DÉCEMBRE DEVAIT ÊTRE LA JOURNÉE du blocage du sommet européen. Trois à cinq mille personnes convergèrent donc dès sept heures, ce jeudi matin, vers l'Acropolis, lieu du sommet, en deux cortèges situés l'un dans la partie est, l'autre dans la partie ouest de la ville coupée en deux par le dispositif policier.

Cependant la répartition entre les cortèges fut très déséquilibrée, le cortège ouest concentrant l'essentiel des manifestant-e-s. Ce sera d'ailleurs celui-ci qui fera l'objet des attaques les plus violentes de la part de forces de police fermement décidées à empêcher tout blocage du sommet. Avec seulement cinq à six

cents personnes, les manifestant-e-s cantonné-e-s à l'ouest ne purent mener que des actions symboliques, en tentant de bloquer l'accès au bâtiment à quelques congressistes piétons, tentatives aussitôt avortées par une charge de gardes mobiles. C'est donc dans la partie est de la ville, directement aux abords du som-

met, qu'ont eu lieu ce que toute la presse a appelé des « débordements » par des « casseurs », « anarchistes » (mais aussi « basques », « corses »...) armés comme il se doit de « barres de fer ». Quelques incidents vinrent à point nommé pour permettre une répression sans commune mesure avec les événements qui lui ont servi de prétexte pour permettre la dispersion des manifestant-e-s. La police a employé tous les moyens dont elle disposait pour faire peur: hélicoptère, charges de mobiles, lacrymogènes, canon à eau... C'est dans ces conditions également que quelques vitrines de banques voleront en éclat et qu'une agence de la BNP verra son sas d'entrée incendié. Ces incidents ont dû durer en tout deux heures. Après quoi les manifestants furent complètement dispersés. Le blocage du sommet avait échoué.

salle où atterrit apparemment une grenade lacrymogène policière. De nouvelles arrestations auront lieu quand les manifestants seront coincés dans une souricière du côté de la gare Riquier. Ce sont là les seuls incidents « sérieux » de toute la journée. Un sit-in d'une centaine de personnes sera à nouveau violemment dispersé vers 17 heures avenue Jean-Médecin... Une cinquantaine de manifestant-e-s se heurtera au service d'ordre d'un cortège de 300 lepénistes...

Au total, on a donc dénombré plus de quarante interpellations et gardes à vue sur toute la journée. Toutes les personnes ont été relâchées et une quinzaine d'entre elles seraient inculpées sous des motifs divers. Deux jeunes basques espagnols ont déjà été condamnés en comparution immédiate le 8 décembre à un mois de prison ferme et deux ans d'interdiction du territoire. Dans les rangs libertaires, on dénombre cinq personnes inculpées, dont un militant FA, lyonnais et deux cégétistes stéphanois. Procès pour tou-te-s en février et mars.

Bertrand Dekoninck -
groupe FA.
de la Métropole lilloise

Démocratie pour les riches Matraques pour les pauvres

ALLER À NICE GRATUITEMENT NE REPRÉSENTE PAS un défi, une volonté de s'affronter à la SNCF et sa police ferroviaire. C'est aussi affirmer que la liberté de circuler est aujourd'hui soumise à deux conditions: celle d'avoir des papiers en règle et celle d'avoir des revenus suffisants. Car pour un-e Rmiste l'aller-retour Nice représente un tiers de ses revenus soit l'équivalent de 3000F pour une personne gagnant 9000F et 7500F pour la personne de la direction régionale de la SNCF qui négociait avec nous. « Alors que la libre circulation des marchandises, de l'argent, des hommes d'affaires est élevée comme "qualité vertueuse" de ce système, celui-ci l'interdit pour les sans... » (extrait d'un tract de soutien rédigé sur Nantes).

Effectivement le mardi 5 décembre annonçait ce qui allait se produire de manière encore plus intensive et massive le jeudi 7 décembre. Les militant-e-s de Paris, Lyon, Dijon, Nantes, Bordeaux, Rennes, Brest... vont connaître les matraques de la gauche priuriale. À Nantes le 5 décembre nous étions 200 (avec des renforts d'une soixantaine de personnes de Brest, Rennes, Angers...) bloqués et refoulés par les forces de l'ordre. La SNCF préférait annuler le train et rembourser les voyageurs en les hébergeant à l'hôtel. La SNCF a donc préféré perdre de l'argent plutôt que de nous laisser partir. Avant de quitter la gare, on nous laissait sous-entendre que nous pourrions partir le lendemain si nous ne manifestions pas en arrivant à la gare. Mais c'était pour mieux nous accueillir à Bordeaux avec une militarisation de la gare qui a choqué nombre de Bordelais-e-s (CRS, garde mobile, BAC...). Deux heures après, nous avons subi une charge policière avec quelques blessés légers et 5 personnes arrêtées dont 3 inculpés.

Après une Assemblée générale, nous avons décidé d'aller occuper le local du PCF de Bordeaux pour dénoncer l'atti-

tude des communistes réprimant une contestation sociale. Car effectivement lors d'une rencontre lundi 4 décembre au siège du ministère des transports, Monsieur Gayssot (PCF) savaient très bien, lorsqu'il déclarait qu'il n'y aurait pas de contrôleurs, que ces derniers seraient remplacés par les CRS.

Le jeudi 7 décembre pendant que Chirac et Jospin tousaient sous les gaz (Nice a tellement été gazée que le système de ventilation du palais des congrès a introduit de la lacrymogène dans les salles de congrès...) nous tentions une occupation du consulat italien de Bordeaux pour dénoncer le blocage des frontières afin d'empêcher la contestation de s'amplifier. Puis le soir, nous retournions sur Nantes pour le prix d'un franc par personne (comme quoi...).

Tirer un bilan rapide n'est pas forcément aisé. Néanmoins même si nous ne sommes pas arrivés à Nice, l'impact médiatique et militant est loin d'être négligeable. Loin d'être négligeable car nous avons réussi à peu près à maîtriser le message que l'on souhaitait donner sans tomber dans le syndrome du « casseur ». Il y avait peut-être 2 ou 3 personnes qui souhaitaient casser du CRS, prendre des pierres... Comportements que l'on peut comprendre au vu de la violence, de la pression policière (les CRS qui astiquent pendant 2 heures, en vous narguant, leurs matraques, lacrymos...) mais qui n'a dans ce contexte aucune efficacité: non seulement ça ne fait pas avancer le problème, mais la lisibilité de l'acte est nulle. Mais la conscience collective des manifestant-e-s (composé-e-s de membres de la FA, CNT, No Pasaran et d'individu-e-s) a été plus forte et même la presse (particulièrement dans un grand encart dans le *Sud-Ouest* du 7 décembre) a reconnu que la violence était le fait d'un Etat policier.

groupe FA. Nantes.

PERPIGNAN

Solidarité avec les sans-papiers

LES MEMBRES ET ORGANISATIONS DU COMITÉ DE soutien, les membres du Collectif des sans-papiers, les soutiens individuels, parrains et marraines de Perpignan, alertés par votre fax du 7 novembre 2000, se déclarent, comme vous, indignés par la décision inhumaine et fort peu citoyenne du ministre de l'Intérieur, Monsieur Daniel Vaillant, de considérer comme terminée « la procédure de régularisation » issue des circulaires Chevènement...

Nous ne pouvons accepter que les préfectures puissent décider sur cette base a priori négative et irresponsable, à savoir la régularisation des sans-papiers c'est fini!

En ce dix-huit octobre 2000, à Perpignan, nous fêtons la régularisation de notre dernier compagnon Sans Papier du Collectif...

Après deux années de lutte intense et, à partir d'août 1999, avec la rencontre en préfecture de Monsieur Quinqueton, les sans-papiers de Perpignan ont obtenu, la possibilité d'être régularisés sur la base d'une procédure « dite procédure Quinqueton »:

La présentation d'un Contrat de travail à durée indéterminée - C.D.I. -, dûment analysé par la Direction départementale du travail et par la préfecture, a permis à une vingtaine de nos compagnons du Collectif d'être régularisés alors qu'ils avaient essuyé un (ou des) refus lors de leurs précédentes démarches...

Nous enjoignons tous les collectifs et soutiens à faire valoir auprès de leurs propres préfectures l'existence de cette procédure afin de relancer utilement la lutte des sans-papiers avec un seul but: la régularisation de tous les sans-papiers qui relèvent de la circulaire...

Nous considérons que la régularisation n'est pas finie puisque des femmes et des hommes subissent encore le mépris, l'exploitation...

Nous faisons nôtres les revendications contenues dans votre appel à la manifestation nationale du 25 novembre: Régularisation de TOUS les sans-papiers qui en ont fait la demande (circulaire Chevènement)...

- Obtention de la carte de dix ans...
 - Abolition de la double peine...
 - Abrogation de l'exigence du visa long séjour pour les Algériens
 - Abrogation de TOUTES les lois racistes...
 - Abrogation des Lois Pasqua, Debré, Chevènement...
 - Libération des sans-papiers emprisonnés au motif de séjour irrégulier...
 - Arrêt des expulsions au quotidien...
 - Fermeture des camps d'internement...
 - Réhabilitation des condamné-e-s et arrêt des procédures engagées contre tous les individus, syndicalistes et militant-e-s au motif qu'ils/elles ont été solidaires de sans-papiers en lutte...
 - Condamnation du travail au noir et de la précarisation, véritable esclavage moderne, toutes choses rendues possibles par les refus gouvernementaux de régulariser des femmes et des hommes qui fournissent au patronat l'aubaine d'une main-d'œuvre surexploitée...
- Tous ensemble, rappelons que notre lutte à un but: la régularisation de tous les sans-papiers...

Pour le Collectif de Perpignan: Moktar - Pour le Comité: Edward

Avec le soutien des organisations du Comité: PCF, Fédération anarchiste, Verts, L.C.R., E.R.C., C.G.T., C.N.T. 66, Appel des 100, M.R.A.P., Association Pont de mer, LDH, Syndicat des avocats de France, CIMAIDE, U.C.F.T.O., Ras l'Front, Femmes solidaires, AC 66, F.S.U., F.C.P.E., L'art ou cochon, Francas... Un des rédacteurs de la circulaire Chevènement, présent à Perpignan pour l'Université d'été du M.D.C.

met, qu'ont eu lieu ce que toute la presse a appelé des « débordements » par des « casseurs », « anarchistes » (mais aussi « basques », « corses »...) armés comme il se doit de « barres de fer ». Quelques incidents vinrent à point nommé pour permettre une répression sans commune mesure avec les événements qui lui ont servi de prétexte pour permettre la dispersion des manifestant-e-s. La police a employé tous les moyens dont elle disposait pour faire peur: hélicoptère, charges de mobiles, lacrymogènes, canon à eau... C'est dans ces conditions également que quelques vitrines de banques voleront en éclat et qu'une agence de la BNP verra son sas d'entrée incendié. Ces incidents ont dû durer en tout deux heures. Après quoi les manifestants furent complètement dispersés. Le blocage du sommet avait échoué.

A G E N D A

jusqu'au 15 décembre

MONTPELLIER: Contre le sommet des Nations Unies sur la commercialisation des OGM la Fédération anarchiste sera présente au Point info **place de la Comédie de 11 h à 18 heures**. Contre-apéro devant les Trois Grâces en opposition à l'accueil des congressistes à l'Opéra Comédie lundi 11 à 18 heures

mercredi 13 décembre

MONTPELLIER: Manifestation **au Peyrou à 16 heures** contre le sommet des Nations Unies sur la commercialisation des OGM. Réunion-débat Salle Rabelais à 18 heures.

jeudi 14 décembre

PARIS: Le CLIFTI (Cf page 2 de ce numéro) demande « Faut-il vivre caché pour vivre libre? » et vous invite à venir masqués pour un rassemblement dans un lieu public sous vidéo-surveillance. **Rendez-vous à 18 heures précises** devant la Maison des Ensembles, 5, rue d'Aligre.

samedi 16 décembre

SAINT-BRIEUC: Présence de la F.A. à **15 heures pour une manif** (depuis la place Robien à la préfecture) organisé par le collectif « eau pure » sur le thème: « Retour à l'herbe: ne remplaçons pas un danger (la vache folle et interdiction des farines animales) par un autre (importation programmée de 560 000 tonnes de soja transgénique) ».

LYON: La librairie libertaire La Gryffe organise un **débat à partir de 15 heures** avec Olivier Razac sur le thème « Une histoire politique du barbelé, introduction à la biopolitique et au biopouvoir ». 5 rue S. Gryphe, (7^e, métro Saxe-Gambetta).

LYON: Le collectif « Solidaires des sans-papiers » (dont la F.A. est partie prenante) organise un **rassemblement à 10 heures** devant la mairie du 9^e (place du marché, métro Valmy) pour exiger la régularisation de tous les sans papiers avec une carte de dix ans, la fermeture des centres de rétention, la suppression de la double peine et l'abrogation des lois racistes.

MARSEILLE: Manifestation de solidarité avec les FTP (antifascistes emprisonnés). Infos précises au 04 78 61 02 25.

MONTPELLIER: à la librairie anarchiste La Mauvaise Réputation, 20 rue Terral, **débat sur les OGM à 14 heures**, organisé par le groupe « Un Autre Futur » de La Fédération anarchiste.

mercredi 20 décembre

PARIS: Le groupe Louise Michel organise une réunion-débat sur les **transports publics gratuits** pour tous à 20 heures au Petit Ney, 10 avenue de la Porte Montmartre 18^e.